



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 6 (2023)

Faits saillants

- ❖ Région : 7,8 Mds EUR de déficit commercial pour la France vis-à-vis de l'ASEAN en 2022
- ❖ Indonésie : 5,3% de croissance du PIB en 2022
- ❖ Malaisie : croissance de 8,7% en 2022
- ❖ Philippines : inflation au plus haut depuis 14 ans

Région

Nouveau creusement du déficit commercial de la France avec l'ASEAN malgré la confirmation du rebond des exportations françaises en 2022

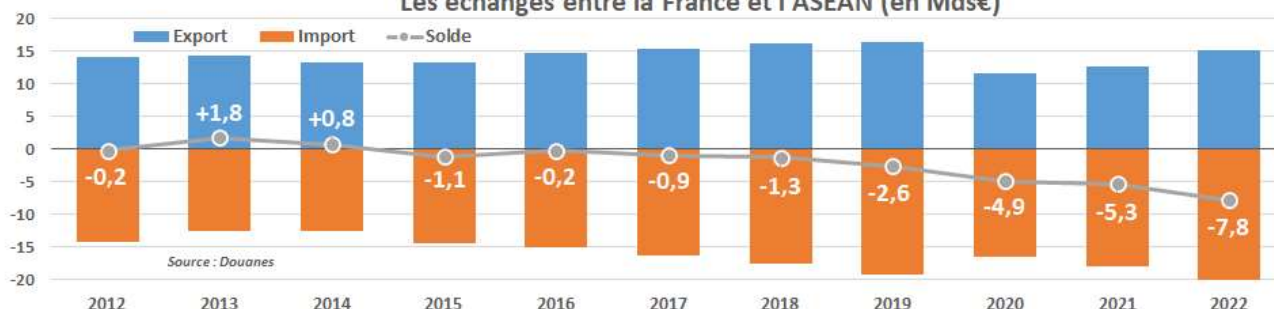
En 2022, les exportations françaises à destination de l'ASEAN ont progressé de 18,7% à 15,1 Mds EUR, après un rebond de 9,8% l'an dernier (12,7 Mds EUR). Elles restent néanmoins inférieures au montant affiché avant la crise sanitaire (16,5 Mds EUR en 2019), qui avait provoqué une chute de 29,8% des ventes françaises dans la région en 2020. Les importations de la France depuis l'ASEAN continuent d'augmenter à un rythme plus soutenu, +26,9% à 22,9 Mds EUR (19,1 Mds EUR en 2019), et bénéficient de la hausse du prix des matières premières et des produits électroniques et de la croissance des achats de textile/habillement (+32,2% à 6,1 Mds EUR). Le déficit de la France vis-à-vis de la région se dégrade à nouveau et atteint 7,8 Mds EUR en 2022. Singapour est le 1^{er} client de la France dans la région (9,1 Mds EUR, dont une partie est réexportée dans la zone) et devient en 2022 notre 1^{er} excédent commercial bilatéral (6,6 Mds EUR) dans le monde. Le 1^{er} fournisseur de la France dans l'ASEAN est le Vietnam (6,9 Mds EUR), devant la Malaisie (4,1 Mds EUR) qui dépasse cette année la Thaïlande (3,7 Mds EUR).

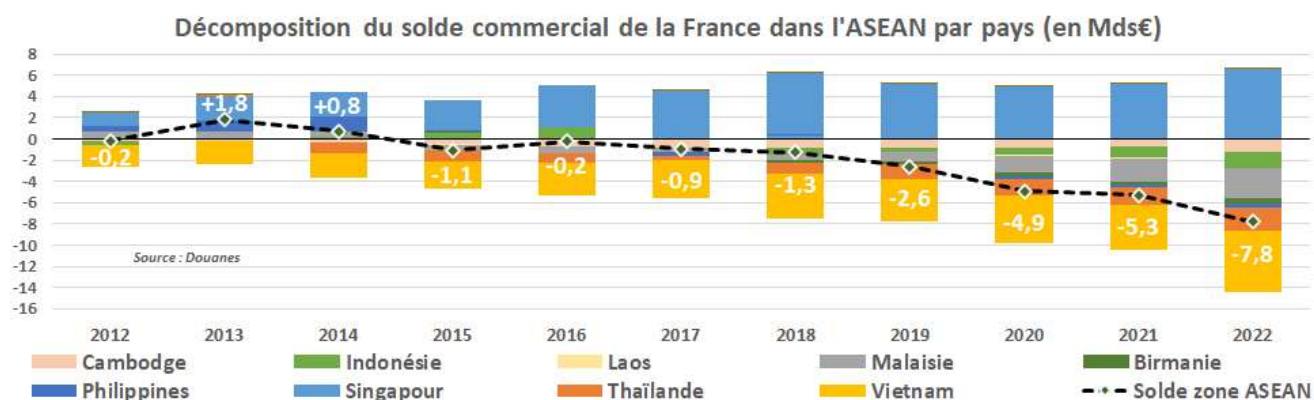
❖ LE CHIFFRE À RETENIR

6,6 Md€

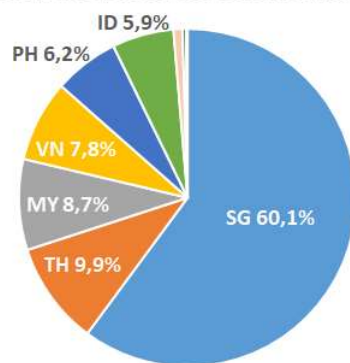
Singapour dépasse le Royaume-Uni et devient en 2022 le 1^{er} excédent commercial bilatéral de la France dans le monde, avec un solde positif de 6,6 Mds EUR

Les échanges entre la France et l'ASEAN (en Mds€)

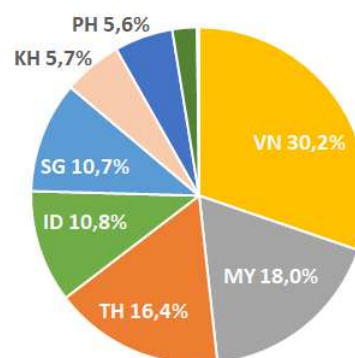




Exportations de la France vers l'ASEAN en 2022



Importations françaises depuis l'ASEAN en 2022



Source : Douanes

ISEAS : publication de l'enquête annuelle sur l'état de la région

L'Institut d'études de l'Asie du Sud-Est (ISEAS) a publié les résultats de son enquête annuelle sur l'état de l'Asie du Sud-Est. Les citoyens interrogés continuent d'exprimer leur déception quant à l'efficacité de l'ASEAN en tant qu'organisation : 82,6% d'entre eux la considèrent « lente et inefficace, incapable de faire face aux évolutions politiques et économiques ». Ce sentiment est ressenti le plus fortement au Vietnam (93,4%) et à Singapour (89,9%). Le deuxième défi le plus préoccupant est le risque que l'ASEAN ne devienne une arène de compétition pour les grandes puissances mondiales, comme l'ont exprimé 73,0% des répondants (en tête avec 84,3% au Cambodge). Le sentiment que l'ASEAN est de plus en plus désunie est partagé par près de deux tiers des répondants (60,7%), en lien avec l'absence d'une réponse régionale forte face à la crise en Birmanie, et l'invasion de l'Ukraine. La Birmanie (72,2%) et Singapour (70,2%) ont obtenu les plus mauvaises notes sur le tableau de bord de l'unité de l'ASEAN.

Préoccupations et progrès signalés par l'IIPA pour les droits d'auteur

L'International Intellectual Property Alliance (IIPA) a publié cette semaine l'édition 2023 de son rapport sur le copyright. Cette publication annuelle fait un point sur la situation des droits d'auteur dans les différents pays du monde. L'IIPA maintient l'Indonésie sur sa *Priority Watch List* en raison de la persistance de difficultés significatives en matière de législation, d'accès aux marchés et d'application de la loi, et y inscrit cette année le Vietnam, du fait, entre autres, d'une aggravation de la piraterie et d'obstacles limitant l'accès au marché. La Thaïlande est placée sur la liste de surveillance générale de l'IIPA en raison d'une plus grande instabilité politique, susceptible d'affecter négativement le respect des droits de propriété intellectuelle. Des inquiétudes spécifiques ont aussi été soulevées concernant la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines. Le rapport relève néanmoins certains progrès dans la région : les modifications apportées aux lois sur le droit d'auteur en Thaïlande, à Singapour et en Malaisie, ou encore l'adoption d'une loi sur le cinéma au Vietnam.

Indonésie

Une croissance de 5,3% en 2022, en ligne avec la tendance historique

La croissance de l'Indonésie en 2022 atteint 5,3%, avec un ralentissement au dernier trimestre à 5,0% en glissement annuel (contre 5,7% en g.a. au T3 2022). Ainsi, le pays a retrouvé son rythme de croissance de long-terme, avec un PIB de 1 320 Mds USD et un PIB par habitant de 4 783,9 USD selon Statistics Indonesia. Cette croissance annuelle a été soutenue par la consommation des ménages (+4,9%), l'investissement (+3,9%) et les exportations nettes (hausse des exportations de biens et services de 16,3%, contre +14,8% pour les importations), qui ont bénéficié de l'amélioration des termes de l'échange du fait de la hausse des prix des produits de base (charbon, huile de palme, fer et nickel). En revanche, les dépenses de consommation des administrations publiques ont fortement diminué (-4,5%). Les autorités indonésiennes prévoient une croissance de 4,5% à 5,3% pour 2023, tandis que la Banque mondiale, l'OCDE et la Banque asiatique de développement s'accordent sur une prévision de 4,8%, légèrement inférieure à celle du FMI (5,0%).

Malaisie

Une croissance au-delà des attentes en 2022

La croissance annuelle du PIB s'établit à 8,7% pour 2022 après une expansion de 7,0% au 4ème trimestre en g.a. (+14,2% au T3), se situant bien au-dessus des prévisions des principales institutions internationales. La croissance a bénéficié du dynamisme de la consommation privée (+11,3% sur l'année), qui compte pour plus de 60% dans la formation du PIB, et de l'activité dans les secteurs des services (+10,9%) et manufacturiers (+8,1%), notamment dans les secteurs électrique/électronique. Le solde commercial s'améliore de 0,6%, avec une hausse de 57,9% des exportations de services et de 9,2% des exportations de biens. La formation brute de capital fixe s'est accrue de 6,8% avec une hausse des investissements privés (+7,2%) et publics (+5,3%), ces derniers représentant 4,4% du PIB.

Rapport annuel de la Banque mondiale sur l'économie malaisienne

Dans la 27ème édition de son rapport annuel sur l'économie malaisienne (Malaysia Economic Monitor), sous-titré cette année « Expanding Malaysia's Digital Frontiers », la Banque mondiale anticipe un ralentissement du rythme de croissance du PIB malaisien à 4,0% en 2023 dans un contexte de ralentissement des échanges mondiaux et de la croissance de la consommation domestique. Le taux d'inflation s'atténuerait autour de 2,5 à 3,0% (3,3% en 2022), avec une inflation sous-jacente autour 3,0%. Pour améliorer les finances publiques, qui se sont dégradées ces dernières années, la Banque réitère ses recommandations de renforcer le cadre des taxes à la consommation, d'élargir la base de l'impôt sur les revenus, de réviser le bouclier tarifaire sur l'énergie et le mécanisme de contrôle de prix pour cibler les ménages à faibles revenus. Dans le domaine numérique, les recommandations portent en particulier sur l'assouplissement des restrictions à l'entrée d'investisseurs étrangers sur le marché des télécommunications et services de réseaux, l'introduction de pouvoirs de contrôle des effets anti-concurrence des fusions-acquisitions, le renforcement de l'interopérabilité des standards et des systèmes transfrontaliers et l'introduction de mécanismes de résolution des litiges (ODR) pour faciliter les transactions d'e-commerce ainsi que l'amélioration de l'interopérabilité des portails gouvernementaux.

Nomination de conseillers auprès du Premier ministre

Après la nomination contestée de sa fille aînée, Nurul Izzah, comme conseillère principale sur les finances et l'économie, le Premier ministre et ministre des Finances, Anwar Ibrahim, a nommé une équipe de conseillers composée d'universitaires et de chefs d'entreprise pour assister le gouvernement sur les questions relatives aux finances du pays. Ce panel, qui sera dirigé par son conseiller spécial, Mohd Hassan Marican (ex-CEO de Petronas), est composé de Amar Abdul Hamed Sapawi, président de Sarawak Energy Berhad et membre du CA de plusieurs groupes, Yeah Kim Leng, professeur d'économie à l'Université Sunway et ancien membre externe du Comité de politique monétaire de la banque centrale, Rajah Rasiah, professeur d'économie et directeur exécutif de l'Asia Europe Institute de l'Université Malaya, et Ahmad Fuad Md Ali, président exécutif de la société FPSO Ventures (FVSB), filiale de MISC (transport maritime). Ces conseillers, y compris Nurul Izzah, ne seront pas rémunérés.

Feu vert à la reprise des exportations d'huile de palme aux Etats-Unis par Sime Darby Plantation

Après deux années de blocage, les autorités douanières américaines ont levé, le 2 février 2023, l'interdiction d'entrée sur le marché américain de l'huile de palme et des produits dérivés produits par le groupe Sime Darby Plantation, ses filiales et joint-ventures. Fin décembre 2020, les autorités américaines avaient décidé de bloquer ces importations sur la base d'informations indiquant que la société avait recours au travail forcé pour sa production. La levée de l'interdiction d'importation a pu être obtenue grâce aux mesures correctives décidées par Sime Darby Plantation pour améliorer ses procédures de recrutement et de gestion des travailleurs.

Singapour

Suppression des exigences pré-départ pour les voyageurs non vaccinés

Les autorités sanitaires ont annoncé ce jeudi 9 février que Singapour allait supprimer à partir de la semaine prochaine les exigences de pré-départ, notamment la présentation d'un test PCR négatif pour les voyageurs non vaccinés. Tous les voyageurs devront cependant continuer de soumettre à une déclaration électronique de santé à l'arrivée. L'exigence du port du masque dans les transports en commun sera en outre abandonnée à partir du lundi 13 février. Selon le Vice-premier ministre Lawrence Wong, la situation sanitaire est restée stable ces derniers mois, malgré la reprise des voyages, notamment grâce à un taux de primo-vaccinés qui atteint 92% de la population fin janvier.

Anticipations à la hausse du nombre de faillites en 2023

Selon le cabinet de conseil en immobilier Knight Frank, le nombre de dépôts de bilan à Singapour est en hausse, ce qui devrait entraîner une augmentation des mises aux enchères de maisons et de propriétés commerciales, notamment au deuxième semestre 2023. L'augmentation du coût de la vie, la hausse des taux d'intérêt, la dégradation des perspectives économiques et la réduction des mesures de soutien budgétaire face à la crise sanitaire contribuent à cette tendance. Le rapport estime que le nombre d'inscriptions aux enchères, qui était de 420 en 2022, pourrait s'accroître de 40 à 50% pour atteindre environ 600 cette année.

Légère hausse du revenu réel des ménages en 2022

En 2022, le revenu mensuel médian pour les ménages salariés résidents a augmenté de 0,2% en termes réels (+1,5% en 2021), d'après les données du Département des statistiques (Singstat). La croissance nominale a elle accéléré à 6,1% (+3,6% en 2021) mais a été largement neutralisée par les effets de l'inflation. Le revenu mensuel médian du travail était de 7 600 USD (10 099 SGD) pour les ménages salariés résidents, contre 7 164 USD (9 520 SGD) en 2021. De 2017 à 2022, le revenu mensuel médian du travail des ménages salariés résidents a augmenté de 2,9% (+0,6% par an) en termes réels.



Vietnam

Ralentissement du marché des obligations d'entreprises

Dans son rapport sur le marché des obligations d'entreprises pour 2022, perspectives 2023, Vietcombank Securities (VCBS) indique que, contrairement aux années précédentes, 2022 a été marquée par un ralentissement. Au cours de cette année, 454 émissions obligataires ont été réalisées sur le marché vietnamien pour un montant équivalent à environ 11 Mds USD, soit une baisse de 57% par rapport à 2021. La taille totale du marché vietnamien des obligations d'entreprises est inférieure à 15% du PIB, niveau modeste par rapport à d'autres pays de la région et à l'objectif fixé pour 2025 (20% du PIB). En 2023, VCBS prévoit que la taille de ce marché continuerait de se réduire en raison du durcissement législatif vietnamien et de la défiance des investisseurs.

Vers une expansion de la participation étrangère dans les banques ?

La banque centrale vietnamienne prépare un amendement au décret gouvernemental n° 01/2004/NĐ-CP du 3 janvier 2014, qui porterait la limite que les investisseurs étrangers peuvent détenir dans certaines banques locales de 30 à 49%. Cette proposition est liée aux difficultés à trouver des repreneurs pour certains des établissements, notamment ceux considérés comme plus fragiles. La participation étrangère dans MBBank est actuellement de 23,2%, dans HDBank de 18% et dans VPBank de 17,6%. L'accord de libre-échange UE-Vietnam prévoit par ailleurs que le Vietnam étudie d'ici août 2025 la possibilité d'autoriser deux établissements de crédit européens à détenir jusqu'à 49% du capital social de deux banques vietnamiennes.

Vietnam Airlines poursuit sa vente d'actifs afin de se désendetter

Menacée d'une exclusion de cotation par la bourse de Ho Chi Minh-ville (Vietnam Airlines a encore enregistré 430 M USD de pertes en 2022 malgré un chiffre d'affaires qui a atteint 70% des niveaux pré-COVID), la compagnie aérienne nationale cherche à se défaire de sa filiale Skypec. Aux côtés de Petrolimex Aviation, Skypec est le deuxième acteur de la distribution d'essence à destination des aéronefs et dispose de capacités de stockage de 220 000 m³ répartis dans 18 aéroports internationaux sur les 22 que compte le pays et était, avant la crise sanitaire, l'une des filiales les plus rentables du groupe. Pour mémoire, Vietnam Airlines s'est déjà délesté de sa participation de 35% dans Cambodia Angkor Air en 2022 et de plusieurs appareils de sa flotte (dont certains ont été placés en location).

Thaïlande

Décélération du taux d'inflation en janvier

En janvier, le taux d'inflation a atteint 5,0% g.a., soit son plus bas niveau depuis 9 mois, après 5,9% en décembre. L'inflation connaît un mouvement de décélération depuis le pic atteint en août dernier à +7,9%, mais se maintient encore à un niveau élevé, au-delà de la fourchette cible de la banque centrale située entre 1 et 3%. Cette moindre hausse tient surtout au ralentissement de l'augmentation des prix de l'énergie et de l'alimentation, impactés notamment par l'appréciation continue du baht qui réduit le coût des importations et par le resserrement monétaire de la Bank of Thailand (4^{ème} hausse consécutive de ses taux d'intérêt fin janvier). Cette dernière prévoirait d'augmenter progressivement le taux d'intérêt directeur jusqu'à ce que l'inflation revienne dans sa fourchette cible, ce qui pourrait être le cas d'ici la fin de l'année dans le contexte attendu de ralentissement de la demande mondiale en 2023. Ce scénario désinflationniste reste néanmoins incertain car il dépendra en partie des effets sur les prix de l'énergie et des matières premières agricoles de l'évolution des tensions géopolitiques.

Indice de confiance des consommateurs en hausse continue

A 51,7, l'indice de confiance des consommateurs a atteint en janvier pour atteindre son plus haut niveau en 26 mois, après un huitième mois consécutif d'augmentation. Cette performance s'explique principalement par l'amélioration continue de la situation économique, stimulée en particulier par l'afflux de touristes étrangers (26 à 27 M attendus en 2023) grâce au retour des touristes chinois (7 à 8 M attendus en 2023). En dépit de cette hausse, l'indice reste encore très éloigné de son niveau pré-covid en 2019 (aux alentours de 75-80), dans un contexte de risques persistants qui pèsent sur la consommation des ménages, en particulier l'inflation (malgré une décélération récente) et les conséquences économiques potentielles d'une aggravation des tensions géopolitiques internationales.

Inquiétude des effets de l'appréciation du baht sur la compétitivité

Selon le ministère du Commerce, l'appréciation du baht (passé de 38,3 THB pour 1 USD à la mi-octobre à 33,7 le 10 février) pèse sur la compétitivité des exportations thaïlandaises, en particulier sur les produits industriels à haute valeur-ajoutée, alors que la demande sur les principaux marchés de la Thaïlande (notamment Etats-Unis, UE, Japon) faiblit. Pour mémoire, les exportations ont baissé de 14,6% en g.a. en décembre 2022 et n'ont cru que de 5,5% en 2022 (+14,9% en 2021). Le Thai National Shippers' Council (TNSC) s'inquiète des effets de cette appréciation sur les exportations de la Thaïlande, anticipant une baisse des exportations de 3 à 5% au T1 2023 pour une croissance de 1 à 2% en 2023. Ce contexte peu porteur pousse les autorités à accélérer le processus d'intégration commerciale de la Thaïlande pour augmenter ses débouchés à l'export (reprise des négociations officielles avec l'UE pour un ALE ; visite cette semaine du ministre du Commerce aux Emirats Arabes-Unis).

Philippines

L'inflation atteint son plus haut niveau depuis 14 ans

L'inflation a atteint 8,7% au mois de janvier 2023 en g.a. (8,1% en décembre 2022), soit le niveau le plus élevé depuis novembre 2008. Il s'agit également du dixième mois consécutif où l'inflation a été supérieure à l'intervalle cible de 2-4% fixé par la banque centrale. Selon l'Autorité philippines des statistiques, le principal moteur de la hausse de l'inflation en janvier 2023 a été l'augmentation de l'indice des prix du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles à 8,5% (contre 7,0% en décembre 2022). L'inflation sur l'alimentation et les boissons non alcoolisées atteint 10,7%, contre 10,2% en décembre 2022. Les services de restauration et d'hébergement ont également contribué à l'augmentation de l'inflation, avec une hausse de 7,6% en janvier 2023 (7,0% en décembre).

Participation de TotalEnergies à un projet de ferme solaire de 440 MW

Le 1er février, des représentants de TotalEnergies ont été reçus par le président Marcos Jr au palais de Malacañan en présence des ministres de l'Énergie et des Sciences et Technologies, et de l'ambassadeur de France et du conseiller économique, afin de présenter un projet de ferme solaire de 440 MW dans la province d'Isabela. La centrale solaire, résultant d'un accord entre Total Eren et SIERDC, devrait entrer en fonctionnement d'ici 2025 et générer environ 700 GWh/an, soit la consommation électrique d'environ un million de ménages. 2 200 travailleurs pourraient bénéficier du projet pendant les différentes phases de construction. L'évènement est significatif de l'élan de l'administration Marcos en faveur des énergies renouvelables. La coopération énergétique, axe prioritaire de la relation bilatérale franco-philippine, sera sans doute vectrice de nouvelles opportunités pour les entreprises françaises, considérant la libéralisation récente du secteur des énergies renouvelables aux Philippines.

Rencontre d'entreprises françaises et philippines à Singapour autour des enjeux de transition énergétique en Asie du Sud-Est

Le 3 février 2022, le service économique de Manille et le service économique régional de Singapour ont coorganisé la visite d'une délégation philippine à Singapour composée de représentants de l'administration, d'élus du Parlement et d'acteurs privés du secteur de l'énergie. La délégation a visité les installations de recherche et développement d'EDF et d'ENGIE, le " Renewable Energy Integration Demonstrator - Singapore " (REIDS), sur l'île de Semakau. Elle a aussi rencontré, au siège régional de Schneider Electric, plusieurs grands acteurs français présents à Singapour et investis dans l'accélération de la transition énergétique dans la région. Dans un contexte où la coopération entre la France et les Philippines s'intensifie avec la visite annoncée en juin prochain en France du Président Marcos Jr, cette journée a permis de mettre en avant les initiatives, solutions et propositions des acteurs français afin d'accélérer la décarbonation et le déploiement des énergies renouvelables en ASEAN.

Cambodge

Vers la sortie de la liste des PMA

AUN Pornmoniroth, ministre de l'Économie et des Finances, a confirmé que le Cambodge était prêt à sortir de la catégorie des pays les moins avancés (PMA). La prochaine évaluation par le Conseil économique et social de l'ONU sera réalisée en 2024. Le Cambodge doit remplir les 3 conditions de base nécessaires (RNB par habitant, indice de capital humain, indice de vulnérabilité économique et environnementale) pour être gradué. Si tous ces critères sont remplis – il ne reste plus que celui de vulnérabilité économique et environnementale à remplir, la graduation prendrait effet en 2027 au plus tôt. A partir de ce moment, le Cambodge ne bénéficiera plus des préférences tarifaires commerciales et la plupart des bailleurs n'accorderont plus de financements aussi généreux au pays. Le Royaume devra donc compenser ces pertes en dynamisant ses exportations (diversification sectorielle comme géographique). Il devra également améliorer sensiblement son climat des affaires pour attirer plus d'investissements étrangers, à plus forte valeur ajoutée, forts contributeurs au développement économique. Ces entrées de capitaux seront d'autant plus nécessaires que la balance des paiements du Cambodge est structurellement très déficitaire.

Exportations cambodgiennes vers l'UE en hausse

Selon le ministère cambodgien du Commerce, les échanges commerciaux avec l'Union européenne ont atteint 4,9 Mds USD en 2022, en hausse de 15,9% par rapport aux 4,2 Mds USD en 2021. Les exportations cambodgiennes vers l'UE se sont élevées à 4,1 Mds (+25%), et les importations 813 M USD (-16%), pour un excédent cambodgien de 3,2 Mds USD. Les principaux partenaires européens sont, dans l'ordre d'importance, l'Allemagne, la Belgique, le Pays-Bas, la France et l'Espagne (à noter que les statistiques

cambodgiennes ne peuvent distinguer les marchandises transitant par Anvers et Rotterdam qui sont destinées à la France). Les 5 pays représentaient 74,6% des échanges entre le Cambodge et l'UE et 78,5% des exportations cambodgiennes. Les principaux postes d'exportations cambodgiennes vers l'UE sont les vêtements, les chaussures, les articles de voyage, le riz décortiqué, les bicyclettes et les autres produits agricoles. Les importations comprennent les produits pharmaceutiques, les produits alimentaires, les équipements électriques, électroniques, les véhicules et les matériaux de construction.

Laos

Des difficultés économiques et financières loin d'être réglées

Malgré les efforts du gouvernement, l'inflation reste à un niveau élevé, à 40,3% en g.a. en janvier, son niveau le plus élevé depuis 23 ans. Seul élément d'optimisme, la hausse des prix semble avoir atteint son pic. Face à cela, les autorités continuent de se mobiliser, avec un dernier remaniement ministériel qui a vu la nomination de nouveaux ministres des Finances ainsi que de l'Energie et des Mines. Modération de l'inflation, contrôle du taux de change, stabilisation du prix des carburants, développement de la production locale encouragée ou encore modernisation de la collecte des impôts. Les tâches ne manquent pas, qui ressemblent toutefois à un travail de titan. Point positif : les autorités affichent de plus en plus ouvertement la nécessité de mobiliser le secteur privé pour y parvenir.

Une hausse des tarifs de l'électricité bien nécessaire

Aujourd'hui, compte tenu de sa très importante production d'origine hydraulique, le prix de l'électricité est très bas au Laos ; le plus bas de tous les pays de la région même. Augmenter le prix de l'électricité correspondrait sans doute mieux aux conditions économiques et financières du pays... et surtout d'Electricité du Laos. L'électricien obtiendrait des recettes supplémentaires pour faire face à une dette très élevée ; cela lui permettra également d'acheter de l'électricité à ses voisins en cas de besoin, achats payables en devise. D'ailleurs, le gouvernement a déjà dû demander aux fournisseurs d'EDL de baisser le prix de l'électricité qu'ils lui vendent. Cette hausse des prix ne sera toutefois pas simple à mettre en œuvre : outre l'inflation élevée, c'est un bien utilisé par nombre de producteurs et de manière croissante pour les transports (le gouvernement ayant fixé que 30% des véhicules en circulation soient électriques d'ici fin 2030). La hausse des prix devra être progressive pour éviter tout choc de productivité et toute aggravation de l'inflation.

Des objectifs macroéconomiques trop ambitieux ?

Dans un contexte économique très défavorable (inflation élevée, monnaie dépréciée, devises manquant...), les objectifs affichés par le gouvernement pour 2023 sont très ambitieux : une croissance de 4,5%, une inflation ramenée à 9%, une maîtrise de la dette, une plus forte bancarisation du commerce extérieur... Par comparaison, les dernières projections publiées par la banque thaïlandaise Siam Commercial Bank sont plutôt de l'ordre de 3% pour la croissance. Pour mémoire, ces chiffres étaient de 3,5% selon les dernières prévisions de la Banque asiatique de développement (septembre 2022) et de 3,1% selon celles du Fonds monétaire internationale (janvier 2023). Ses deux voisins que sont le Cambodge et le Vietnam feraient mieux (respectivement 5,5% et 6,2%). La réouverture des frontières chinoises pourrait toutefois avoir un impact positif sur l'économie laotienne grâce au retour des touristes.

Birmanie

Coopération nucléaire avec la Russie

Un protocole d'entente a été signé le 6 février entre le ministère de la Science et de Technologie et Rosatom, l'entreprise d'Etat russe spécialisée dans l'énergie nucléaire, lors de l'ouverture d'un centre d'information sur la technologie nucléaire à Rangoun. Cette signature vise à lancer des coopérations dans 14 domaines d'application pacifique de l'énergie nucléaire, notamment l'agriculture, la santé, l'électricité et l'industrie. Des coopérations sont également envisagées dans le développement d'autres sources d'énergie verte, les énergies renouvelables (éolienne notamment), l'hydroélectricité ainsi que dans la fabrication de batteries au lithium pour les véhicules électriques à batterie-BEV.

Sortie du groupe Chevron du champ gazier de Yadana

Après avoir annoncé son intention de départ en janvier 2022 du champ Yadana en même temps que l'opérateur TotalEnergies, le pétrolier américain Chevron a finalement annoncé vendu sa part de 41,1% dans le consortium d'exploitation du champ Yadana à Et Martem Holdings, une filiale du canadien MTI Energy. Pour mémoire, le thaïlandais PTTEP, filiale de la compagnie nationale d'énergie thaïlandaise PTT, avait pris la tête du consortium d'exploitation le 20 juillet dernier, y devenant actionnaire à hauteur de 37,1% suite à la cession des parts de TotalEnergies.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ;
eva.thach@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité